

Liberté, amnistie et référendum - Le référendum catalan et l'Etat espagnol

samedi 30 septembre 2017, par [CAUSSA Martí](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2017).

Voici les trois devises qui pourraient résumer les revendications de la grande majorité des personnes qui, le 20 septembre, ont initié le grand soulèvement citoyen, démocratique et pacifique en Catalogne.

Liberté, car existe la conscience généralisée que, par le biais de faits accomplis, se sont installés en Catalogne l'état d'exception et la suspension de l'autonomie.

Amnistie, car il y a à nouveau des prisonniers politiques et la menace que leur nombre s'accroisse à cause de procès politiques et d'amendes de plusieurs millions en raison d'activités démocratiques.

Référendum, car c'est la revendication qui regroupe 80% de la société catalane, en tant que méthode démocratique nécessaire pour décider si la majorité de la population souhaite l'indépendance ou rester au sein de l'Etat espagnol.

Liberté, amnistie et référendum, les trois ensemble, car ces revendications sont la paraphrase de la devise largement majoritaire du peuple catalan contre la dictature franquiste - Liberté, amnistie et Statut d'autonomie - et que s'est forgée la conscience que l'alternative actuelle est la suivante : démocratie ou dégénération autoritaire du régime de 1978.

Voici la conséquence principale du 20 septembre en Catalogne. La portée et les objectifs de l'épreuve de force du 1^{er} octobre sont devenus plus nets : démocratie ou réaction autoritaire, blanc ou noir. Le gris et l'équidistance ont disparu. Les forces sociales et politiques sont en train de s'aligner, ce qui fait que ce qui compte c'est plus le camp qu'elles choisissent que les paroles qu'elles prononcent pour le faire. L'espace pour les discours sans conséquence dans l'action disparaît, pour ceux qui ne veulent pas faire face et qui préféreraient se tenir à l'écart.

Le résultat est que l'on trouve, d'un côté, très majoritaires, les gens, pacifiques et sans armes. De l'autre, l'appareil de l'Etat espagnol, avec ses juges, sa police, sa Garde civile et ses soutiens médiatiques.

Ce sont les gens qui ont été les grands protagonistes des journées du 20 et du 21 septembre, qui ont réagi en descendant rapidement, massivement et de manière combative dans les rues [à l'annonce de l'arrestation de 14 hauts fonctionnaires et des nombreuses perquisitions par la Garde civile]. Ses dirigeants reconnus : Jordi Cuixart (Òmnium), Jordi Sánchez (ANC - Assemblée nationale catalane), Carles Puigdemont [président de la Generalitat, membre du parti conservateur historique en Catalogne et à l'origine de mesures d'austérité brutales depuis 2012, le PDeCAT], Oriol Junqueras [vice-président de la Generalitat, dirigeant de ERC - Gauche républicaine de Catalogne] et Carme Forcadell [présidente du parlement, ancienne présidente de l'ANC] ; quelle tristesse qu'Ada Colau [la maire de Barcelone] n'ait pas fait ce qu'elle devait faire pour se retrouver parmi les dirigeants de ce grand mouvement citoyen ! Les héros ont été les personnes arrêtées et les maires interpellés devant les tribunaux pour avoir annoncé qu'ils céderaient des locaux pour permettre le déroulement

du référendum. Et les canailles sont Rajoy, son parti, ses soutiens parlementaires et médiatiques. D'un côté la majorité du peuple, de l'autre la caste (ou l'intrigue [*trama* – ce terme fait référence au lexique récent de Podemos pour désigner la corruption « institutionnelle »]), cette division analogue à celle des manuels les plus élémentaires du populisme de gauche.

Le 20 septembre a été la journée au cours de laquelle s'est cristallisé ce regroupement des blocs sociaux et politiques, mais il était depuis longtemps en préparation, bien qu'il ne fût possible de prédire ni le moment précis de sa coagulation, ni son ampleur. Je citerai seulement les événements les plus importants depuis la rédaction de mon dernier article du 8 septembre [1].

1° la grande manifestation du 11 septembre [jour de la Catalogne, ou Diada] qui, pour la sixième année consécutive, a rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Elle a stupidement été sous-évaluée par le délégué du gouvernement en Catalogne [Josep Enric Millo i Rocher, membre du PP depuis 2003 après un passage à l'Union démocratique de Catalogne, l'ancien partenaire de l'actuel PDeCAT ; de par sa fonction, Millo joue un rôle important dans la répression en cours] qui a prétendu qu'il y avait toujours moins de gens qui soutenaient l'indépendantisme.

2° les événements qui ont traversé Catalunya en Comú et Podem. Ada Colau a finalement conclu un accord avec la Generalitat sur la question des locaux pour le vote dans la ville de Barcelone et, ce qui est plus important, la consultation interne des adhérents de Catalunya en Comú qui se sont exprimés à une majorité claire [de 60%] en faveur de la « participation à la mobilisation du 1^{er} octobre », bien que cette date ne soit pas vue comme un référendum [au sens que son résultat soit de caractère contraignant]. Quant à Podem, la consultation des adhérents a renouvelé la décision qui avait déjà été prise par sa direction de participation au référendum du 1^{er} octobre, ce dernier compris comme une mobilisation dont le résultat n'est pas contraignant. On sait que Pablo Iglesias [qui a pris une initiative de réunir des députés et maires à Saragosse, de différents partis, ce dimanche 24 septembre pour exiger l'organisation d'un référendum négocié – c'est-à-dire avec l'accord de l'Etat espagnol, ce qu'il a toujours refusé] était opposé à Albano Dante Fachín, le secrétaire général de Podem. Le risque existait que ce dernier soit déchargé de ses fonctions si le résultat de la consultation avait été opposé à la décision prise par la direction. On peut être en désaccord sur la question de savoir si les positions de Podem et, surtout, de Catalunya en Comú étaient suffisamment claires avant le 20 septembre. Il est toutefois évident qu'elles impliquaient le soutien à la mobilisation du 1^{er} octobre (et, par conséquent, invitait à voter [sans donner de consigne]). Suite au 20 septembre, ces deux forces ont participé pleinement aux mobilisations [pour citer un exemple, Podem a mis ses locaux à disposition des manifestant·e·s qui ont empêché la police de perquisitionner le siège de la CUP, situé à une centaine de mètres], ce qui implique que la seule force de gauche (à supposer qu'on puisse l'appeler ainsi) alignée sur le gouvernement du PP est le Parti socialiste catalan, toujours plus décimé.

3° les réactions des gens qui, face aux décentes de la Garde civile dans des imprimeries et des entreprises à la recherche de bulletins de vote, d'affiches ou d'urnes, les ont encerclés pendant des heures, ce qui indiquait que la riposte populaire pouvait être plus forte si l'Etat accroissait la répression.

Le 20 septembre a signifié cependant un saut qualitatif, en particulier en raison des grands rassemblements à Barcelone et dans de nombreux villages et villes de Catalogne, ainsi que l'explique Oscar Blanco sur le site de *Viento Sur* [2]. Le 21 septembre s'est poursuivi avec le rassemblement devant le Tribunal supérieur de justice et par une cacerolada massive au cours de la nuit [les habitants frappent sur des ustensiles de cuisine depuis leur fenêtre ou balcon, ces actions – qui avaient aussi été un mode de rejet de la guerre contre l'Irak en 2003 – se sont poursuivies les jours suivants]. Le 22, un rassemblement massif s'est déroulé à la Ciudad de la Justicia, où les 6 personnes [sur les 14] toujours arrêtées devaient être entendues par la justice. Aussi significatif que

le nombre de personnes rassemblées, c'est le nombre conséquent d'entités qui ont apporté leur soutien aux manifestations. Ce qui rappelle, là aussi, les temps de la lutte contre la dictature : de l'Unió de Pagesos [syndicat paysan, fondé en 1974], des syndicats, des étudiant·e·s, des recteurs, des collèges professionnels jusqu'au Barça en passant par les dockers de Barcelone et de Tarragone (qui ont refusé d'approvisionner les navires qui abritent la police et la Garde civile) ainsi que par l'auditoire du Liceu [l'opéra] qui a lancé les cris de *Votarem* et qui a chanté *Els segadors* [Les moissonneurs, l'hymne catalan, composé à la fin du XIX^e siècle, qui fait référence au soulèvement de la Catalogne en 1640 contre le pouvoir des Habsbourgs].

Il n'y a pas lieu de poursuivre la liste des adhésions. Il suffit de lire, comme exemple, ce qu'écrivait Enric Juliana dans le quotidien [de la droite catalane] *La Vanguardia* [3], un journal que l'on ne peut guère suspecter de sympathie avec le soulèvement citoyen : « Les événements d'aujourd'hui étendent le champ de la protestation, laquelle est désormais rejointe de manière définitive par de nombreuses personnes qui ne sont pas indépendantistes. Le débit est toujours plus fort et il peut déborder. Un acte d'affirmation de l'Etat sans offre politique qui serve d'alternative, visant à l'humiliation des institutions catalanes, pourrait avoir des conséquences catastrophiques à moyen terme pour l'Etat espagnol. »

Au niveau des peuples de l'Etat, la solidarité se fraie également une voie, bien que cela soit plus lentement. La grande manifestation de Bilbao, le 16 septembre, appelée par Gure Esku Dago (et dont la banderole de tête portait en basque et en castillan le slogan « Voter pour décider » accompagné, en catalan, de la phrase « Catalogne, nous sommes avec vous » sous un grand *Demokrazia*) a été, jusqu'à aujourd'hui, la mobilisation la plus importante [hors de Catalogne]. Le 20 septembre il y a eu de nouvelles manifestations dans des villages et des villes d'Euskal Herria. Le 20, la solidarité s'est également étendue dans des dizaines de villes de l'Etat espagnol. L'idée selon laquelle en Catalogne l'alternative qui se joue est celle entre la démocratie et l'autoritarisme commence à se cristalliser. Mais elle ne fait que commencer. L'attitude du PSOE de Pedro Sánchez qui soutient les plans répressifs de Rajoy est un grand obstacle. Podemos, jusqu'à maintenant, a fait montre d'une attitude trop timorée, semblant ignorer qu'une défaite de la démocratie en Catalogne est une défaite pour les secteurs populaires de l'Etat espagnol ; et l'on regrette le manque de réaction plus actif et hors du parlement de forces comme Podemos et Izquierda Unida. Espérons que l'assemblée des élus qui se tiendra ce week-end sera un pas vers la mobilisation.

Car seule la mobilisation peut décanter l'actuelle épreuve de force du côté de la démocratie.

Actuellement, Rajoy, le PP et ses soutiens médiatiques sont favorables à une accentuation de la voie répressive ; Ciudadanos et le PSOE les suivent. Tout comme les gouvernements de l'Union européenne. Mais, ainsi que le signale Lluís Bassets [directeur adjoint] dans un journal du régime tel que *El País*, les choses pourraient changer : « et non pas en solidarité avec le sécessionnisme, mais, au contraire, pour éviter un mauvais exemple qui pourrait étendre l'incendie à tout le continent. L'idée qu'une population ayant la capacité de s'identifier comme nation puisse disposer du droit à décider est géopolitiquement subversive et, du point de vue de l'Union européenne, une menace plus dangereuse que le Brexit. »

Une fois de plus, il est difficile de prévoir ce qui se passera dans les prochains jours, mais les tâches sont claires : ou nous parvenons à voter massivement en Catalogne le 1^{er} octobre ou il faudra maintenir une mobilisation permanente afin d'obliger l'Etat à négocier : il faut se diriger vers un nouveau 15-M souverainiste, qui pourrait se combiner avec une grève générale, comme commencent à l'envisager certains syndicats (comme la IAC [intersyndicale alternative de Catalogne], la CGT...). Seule une mobilisation massive et décidée, qui place au centre la question de la démocratie contre l'autoritarisme, peut stimuler la solidarité nécessaire des peuples d'Espagne et d'Europe, ainsi que cela s'est produit en 2011 en Tunisie, événement qui a stimulé le mouvement des indignés de l'Etat

espagnol et le mouvement Occupy Wall Street.

La solidarité avec la lutte pour la démocratie et le droit des peuples à décider peut franchir les frontières.

Martí Caussa

P.-S.

* Article publié le 22 septembre sur le site VientoSur.info, traduction A l'Encontre :

<https://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-catalogne-liberte-amnistie-et-referendum.html#respond>

Notes

[1] ESSF (article 41952), [Le référendum en Catalogne du 1^{er} octobre : l'épreuve de force a débuté dans l'Etat espagnol](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41952) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41952>

[2] <http://vientosur.info/spip.php?article13021>

[3] <https://sites.google.com/site/gironaindependencia/21-09-17-juliana-enric-un-momento-peligroso-la-vanguardia>